



## Conseil économique et social

Distr. générale  
3 mai 2010  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond 2010

New York, 28 juin-22 juillet 2010

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Examen ministériel annuel consacré  
au thème « Mise en œuvre des objectifs  
arrêtés et des engagements pris sur le plan  
international en matière d'égalité  
entre les sexes et d'autonomisation de la femme »**

### **Déclaration présentée par la Women's International League for Peace and Freedom, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2010/100.



## Déclaration

Des ressources financières considérables sont nécessaires pour la mise en œuvre de l'égalité universelle entre les sexes. Comparé aux dépenses militaires, cependant, le montant requis semble peu élevé. En 2008, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 464 milliards de dollars des États-Unis, soit 217 dollars par habitant. Le financement de l'égalité des sexes, comme il a été fixé dans les objectifs du Millénaire pour le développement, représenterait moins de 20 % des dépenses militaires.

La Banque mondiale a estimé que le financement de fonds d'intervention en vue de promouvoir l'égalité des sexes dans les pays à faibles revenus coûterait de 7 à 13 dollars par habitant. Le budget annuel alloué par la France au matériel militaire satisferait ce besoin pendant une année entière. Le budget annuel alloué par les États-Unis à la recherche et au développement militaires suffirait à satisfaire ce besoin pendant cinq ans.

La réduction de l'écart entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation est un indicateur de l'égalité des sexes. La réalisation de l'objectif de la parité des sexes dans l'enseignement secondaire coûterait 3 milliards supplémentaires. Ce coût est inférieur à celui de quatre à neuf jours d'occupation de l'Irak. La fourniture de services de santé sexuelle et procréative est également essentielle pour améliorer les possibilités offertes aux femmes, ainsi que pour réduire la mortalité maternelle, qui constitue un des objectifs du Millénaire pour le développement.

La promotion de l'égalité des sexes est un objectif qui est étroitement lié aux autres objectifs du Millénaire pour le développement. En fait, l'égalité des sexes fait partie intégrale de la réalisation de chaque objectif du développement.

Selon la Banque mondiale, 35 à 52 % du budget total requis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement faciliteront directement ou indirectement la réalisation des objectifs en matière d'égalité des sexes. Les investissements visant à accroître l'égalité des sexes doivent être orientés vers tous les secteurs de la société. La Banque mondiale estime que plus de 90 % des coûts liés à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes sont en fait mis en œuvre par les programmes de secteurs et qu'il est essentiel que les gouvernements investissent dans des interventions visant à promouvoir l'égalité des sexes s'ils veulent atteindre les autres objectifs du Millénaire pour le développement.

Afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, les gouvernements doivent tenir leurs engagements en matière d'augmentation de l'aide publique. Le montant nécessaire à la réalisation de ces objectifs a été estimé à 135 milliards de dollars des États-Unis en 2006, qui atteindra 195 milliards de dollars des États-Unis en 2015, soit respectivement entre 0,44 et 0,54 % du produit national brut du pays donateur.

En 2007, les États-Unis d'Amérique ont consacré 4 % de leur produit national brut aux dépenses militaires. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, la France et la Chine ne sont pas très loin, consacrant respectivement 2,4 %, 2,3 % et 2 % du produit national brut à des fins militaires. Les gouvernements ont entrepris de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au

développement, mais l'aide a très peu progressé depuis 2004. En même temps, les dépenses militaires continuent d'augmenter.

Au vu des ressources dépensées par les gouvernements pour le secteur militaire, il est clair que d'importantes sommes d'argent sont disponibles pour lancer des actions porteuses de changements. En 2009, le Secrétaire général a indiqué que tandis que des progrès avaient été faits, ils étaient trop lents pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Une réduction des dépenses militaires et une augmentation proportionnelle des ressources consacrées aux interventions en faveur des femmes et de l'ensemble de la société pourraient permettre de remettre ces objectifs du développement sur la bonne voie.

---